

**Marcel Beaudry**

## **Le Comité Outaouais**

La transcription intégrale du témoignage de Marcel Beaudry se trouve dans le *Journal des débats* de la Commission d'étude des questions afférentes à l'accèsion du Québec à la souveraineté, n° 30, 20 février 1992



Monsieur le président,

Mesdames, messieurs les députés, membres de la Commission d'étude des questions afférentes à l'accèsion du Québec à la souveraineté,

Mesdames, messieurs,

Avant de débiter, monsieur le président, je voudrais vous présenter les membres du Comité Outaouais.

Il me fait aussi plaisir de saluer la présence des députés de la région outaouaise et quelques-uns de nos élus municipaux. M'accompagnent également plusieurs personnalités du monde des affaires et représentants de diverses instances régionales de l'Outaouais.

Je vous suis très reconnaissant ainsi qu'à tous les membres de votre Commission de me fournir l'occasion, à titre de président du Comité Outaouais, de vous présenter les points saillants du contenu de notre rapport sur l'avenir économique de la région de l'Outaouais, dans une perspective de changements au statut politique et constitutionnel du Québec. Vous reconnaîtrez facilement que ces changements revêtent pour nous une très haute importance compte tenu de notre situation géographique et des liens particuliers que nous entretenons de tout temps avec les diverses instances du gouvernement fédéral. D'ailleurs, comme vous le savez, la Commission Bélanger-Campeau, dont j'ai eu le très grand honneur de faire partie, a reconnu cet état de précarité et elle a adopté à l'unanimité la recommandation qui suit :

*Il convient de souligner que des changements éventuels au statut politique et constitutionnel du Québec pourraient avoir des conséquences particulières pour la région de l'Outaouais québécois. En effet, si un nombre substantiel de secteurs ou de services de compétence fédérale devenaient du ressort du Québec, l'emploi et l'activité économique de cette région pourraient être sérieusement affectés. Il en irait de même, mais sans doute de façon encore plus marquée, si le Québec accédait à la souveraineté. La mise en place, de façon urgente, de programmes spécifiques destinés à maintenir l'emploi et l'activité économique s'imposerait quelle que soit l'avenue retenue par le Québec.*

Quelques mois plus tard, soit le 17 juillet 1991, le gouvernement du Québec donnait suite à cette recommandation et il créait le Comité sur l'Outaouais par voie du décret gouvernemental no 1008-91. Et voici le mandat qu'il a confié à notre organisme :

*a) d'étudier les effets économiques de la récupération par le Québec de certains pouvoirs actuellement exercés par le gouvernement fédéral;*

*b) d'analyser toutes les questions pertinentes aux préoccupations exprimées dans le rapport Bélanger-Campeau relativement aux conséquences possibles pour la région de l'Outaouais de tous changements au statut politique et constitutionnel du Québec;*

*c) d'élaborer, dans ce cadre, un plan de diversification économique visant au maintien de l'emploi et de suggérer, le cas échéant, des programmes spécifiques pour atteindre cet objectif.*

Conformément aux termes de son mandat, le Comité soumettait donc le 4 février dernier son rapport au Comité ministériel permanent de l'Aménagement, du Développement régional et de l'Environnement et il en divulguait son contenu à la population outaouaise, lors d'une conférence de presse qui s'est tenue à Hull, le 11 février dernier.

L'accueil très favorable qu'a réservé la population à notre rapport, notamment les diverses instances régionales et les représentants des différentes tendances politiques, témoigne fort bien de l'objectivité de son contenu et du sens de l'équilibre que nous avons recherché tout au long de nos travaux. Il aurait été tout à fait futile et contraire aux meilleurs intérêts de la région que de tenter de peindre un tableau apocalyptique de la situation pouvant résulter des changements importants au statut politique et constitutionnel du Québec. Pour les mêmes raisons d'objectivité, nous refusons de nous prononcer sur la validité des diverses options constitutionnelles, jugeant que cette question n'est pas du ressort de notre Comité et qu'il reviendra en temps et lieu au gouvernement et à la population de trancher dans ce débat.

Notre tâche était d'un tout autre ordre. Elle consistait essentiellement à étudier et à analyser les répercussions d'éventuels changements politiques et constitutionnels sur l'économie outaouaise, notamment sur la situation de l'emploi et à proposer des moyens pour en atténuer les perturbations susceptibles d'en découler. Là comme ailleurs, nous avons tenté avec les moyens dont nous disposions de faire ressortir la réalité, d'abord à travers certaines études menées par la firme Secor pour le compte de notre Comité, mais aussi par le biais des mémoires qui nous ont été soumis et des consensus qui se sont dégagés lors du Forum sur l'avenir de l'Outaouais qui s'est tenu le 30 novembre dernier à Hull.

C'est aussi avec intérêt que nous avons pris connaissance du rapport du professeur St-Germain que celui-ci vous a présenté ce matin. Nous avons également rencontré ce dernier en séance de travail comme d'ailleurs un bon nombre des auteurs des 27 mémoires qui nous ont été soumis.

Nous avons été frappés de l'esprit d'objectivité et de concertation qui a caractérisé ces discussions et je dois dire que les consensus qui s'en sont dégagés ont servi largement de points d'appui au contenu de notre rapport et de nos recommandations.

C'est à l'aide de cette masse de données et de renseignements que nous avons cherché à peindre, avec le plus d'objectivité possible, les répercussions économiques ou les autres turbulences qui risquent d'accompagner les divers scénarios de changement. Dans la mesure où il est possible de bien saisir tous les impondérables qui entourent des changements de cette envergure, nous en arrivons aux conclusions suivantes :

Dans le contexte d'une décentralisation restreinte des pouvoirs actuellement détenus par le gouvernement fédéral, l'Outaouais risquerait de perdre environ 1 000 emplois sur une période de trois ans.

S'il l'on en arrivait à une **décentralisation accentuée** des pouvoirs du gouvernement du Canada, ce scénario risquerait de faire perdre à la région environ 1 800 emplois et provoquer une légère chute du taux de croissance de la main-d'oeuvre. Par **décentralisation accentuée**, nous entendons une dévolution des pouvoirs semblable à celle proposée dans le rapport Allaire ou par le Groupe des 22. Selon les données de la firme Secor, l'impact de la **décentralisation asymétrique** proposée dans le rapport Allaire ressemble en bout de piste à l'impact du Groupe des 22. Il n'y aurait donc dans ces deux cas qu'un léger impact négatif sur l'emploi.

Ce n'est que dans le scénario combinant les éléments du Groupe des 22 et ceux du rapport Allaire, plus particulièrement la situation où plusieurs pouvoirs mis de l'avant par le rapport Allaire et par le Groupe des 22 sont dévolus de façon symétrique à toutes les provinces, que l'impact sur l'économie de l'Outaouais se ferait le plus sentir. Ce scénario de **décentralisation très accentuée** risquerait d'entraîner la perte d'environ 6 000 emplois directs et indirects et de provoquer une augmentation de 5 points du taux de chômage.

On peut trouver aux pages 46 et 47 de notre rapport une analyse des divers scénarios de **décentralisation**.

Dans le contexte de l'**accession du Québec à la souveraineté**, les répercussions pourraient être plus sérieuses et cette éventualité pourrait remettre en question 13 000 emplois directs si le gouvernement ne prenait aucune mesure pour contrer cette perte. Ce chiffre ne tient pas compte des effets d'entraînement très élevés que ce changement est susceptible d'avoir sur les emplois indirects. Il importe de souligner ici que 25 000 Québécois résidant en Outaouais travaillent au sein de la fonction publique fédérale et que plus de 24 000 autres oeuvrent dans le secteur privé en territoire ontarien.

Pour bien comprendre les difficultés du plein emploi en Outaouais advenant l'**accession du Québec à la souveraineté**, il faut aussi considérer qu'une grande partie des emplois gouvernementaux sont affectés aux services à la clientèle et doivent nécessairement demeurer près de la clientèle; ils font partie de la catégorie dite «**décentralisable**» et ceux-ci représentent environ 80% de la fonction publique fédérale. Les autres, liés à la fonction de direction ou de «**siège social**», représentent environ 20% des emplois et ils sont situés, pour la plupart, dans la région de la Capitale nationale. Actuellement, dans la fonction publique québécoise, la proportion des emplois de type «**siège social**» atteint 40%. Avec l'**accession à la souveraineté**, cette proportion serait, selon nous, de l'ordre de 30%.

Nos études ont démontré, en appliquant ce facteur de 30%, que l'on retrouverait, dans un Québec souverain, quelque 64 000 emplois dits de «**siège social**», les 150 000 autres devant être situés à proximité de la clientèle et donc «**décentralisés**». Or, pour combler la perte des emplois dans l'Outaouais, c'est à partir de cette masse des 64 000 emplois de type «**siège social**» qu'il faut puiser les emplois qui devront être relocalisés dans notre région. En d'autres mots, l'Outaouais doit récupérer 20 000 emplois ou 31% des effectifs de «**siège social**» d'un Québec souverain. Cela revient à dire que, dans cette perspective, notre région doit donc devenir un centre important de la fonction publique québécoise, sinon la deuxième capitale administrative

du Québec. À ce 20 000 emplois de «siège social», le gouvernement du Québec devra aussi ajouter un autre 7 000 emplois «décentralisés» à des fins de services à la clientèle et dans le secteur parapublic.

Pour relever un pari de cette envergure, cela suppose de la part du gouvernement du Québec des efforts financiers importants et, qui plus est, une volonté explicite des autres régions du Québec, notamment les régions administratives de Québec et de Montréal, de reconnaître et d'accepter la vocation administrative de l'Outaouais.

La question qui nous vient à l'esprit est la suivante : «Dans quelle mesure peut-on songer à maintenir le plein emploi en Outaouais uniquement par le biais des emplois gouvernementaux?» Si nous estimons qu'il est impératif, pour le gouvernement, de maintenir la vocation administrative de l'Outaouais, nous sommes aussi suffisamment réalistes pour reconnaître que cette mesure à elle seule ne saurait suffire et, cela, pour deux raisons :

D'une part, le gouvernement du Québec voudra probablement rapatrier, dans le contexte de la souveraineté, les fonctions liées au contrôle administratif, politique et stratégique, à la planification ainsi que les autres fonctions à caractère national ou symbolique. D'autre part, on s'accorde dans la plupart des milieux pour affirmer que la taille des fonctions publiques québécoise et fédérale n'augmentera vraisemblablement pas au cours des prochaines années et que cette tendance à la baisse devrait avoir des répercussions négatives sur l'économie de régions comme l'Outaouais, que le Québec accède ou non à la souveraineté.

En définitive, monsieur le président, les deux scénarios les plus susceptibles d'avoir un impact sur notre région sont sans contredit celui d'une décentralisation très poussée à 50% symétrique ou celui de l'accession du Québec à la souveraineté. Dans un cas comme dans l'autre, les répercussions négatives risquent d'être très importantes si le gouvernement du Québec ne prend pas les mesures qui s'imposent dans les circonstances. En effet, au-delà des opinions que chacun d'entre nous peut entretenir sur la validité de l'un ou l'autre de ces scénarios de changement, force est d'admettre qu'en Outaouais, tout au moins, ces deux options représentent à bien des égards les «deux angles morts» de notre devenir économique et suscitent une bonne dose d'inquiétude.

Eu égard à des changements de cette ampleur, vous conviendrez avec moi que la pire bêtise serait de se satisfaire de demi-mesures ou d'adopter une attitude attentiste. Il ne faut surtout pas se leurrer. L'atteinte du plein emploi est déjà difficile en période normale et cet objectif risque d'être encore plus problématique dans un contexte de grands changements politiques et constitutionnels. Dans ce domaine, comme dans bien d'autres, il est tentant bien sûr de succomber à la facilité. L'heure n'est pas aux illusions, mais bien au réalisme économique. L'heure n'est pas aux vœux pieux, mais à l'adoption de mesures énergiques pouvant avoir des effets durables sur notre économie. Enfin, l'heure est venue pour le gouvernement de reconnaître l'urgence de la situation et d'enclencher, dans les meilleurs délais, un processus de diversification qui vienne assurer le plein épanouissement de la région et de sa population.

Compte tenu qu'il faut à tout prix maintenir, à court terme, le niveau des emplois et que la fonction publique en Outaouais constitue le principal pilier de l'économie, nous invitons le gouvernement du Québec à prendre les mesures qui s'imposent pour maintenir le niveau et la qualité des emplois dans ce secteur.

Dans un deuxième temps, nous invitons le gouvernement du Québec à doter l'Outaouais de structures et de moyens qui lui permettront d'assurer à plus long terme la diversification de son économie en privilégiant les quatre secteurs moteurs suivants :

- . le secteur de la forêt et autres ressources;
- . le secteur de la haute technologie;
- . le secteur du tourisme;
- . le secteur du commerce et des services.

Notre Comité soumettra, d'ici quelques semaines, un plan de diversification économique et proposera au gouvernement des mesures précises visant le maintien de l'emploi à plus long terme. Bref, l'avenir économique de l'Outaouais passe inévitablement par la diversification et il existe chez nous un consensus très large à ce sujet, tant de la part des instances municipales et régionales que des intervenants économiques, politiques et syndicaux. D'ailleurs, la diversification économique a été le point central du Forum sur l'avenir économique de l'Outaouais.

Actuellement, 50% de l'économie de la région est tributaire de la fonction publique fédérale. Selon nos estimations, si l'Outaouais réussissait à se doter d'une économie aussi diversifiée et aussi équilibrée que la région d'Ottawa-Carleton, on pourrait y créer, à plus ou moins long terme, plus de 10 000 emplois et générer des revenus pour le trésor public québécois de l'ordre de 77 millions de dollars.

À notre avis, l'Outaouais doit se démarquer éventuellement de sa vocation gouvernementale traditionnelle et revenir à sa vocation industrielle d'antan. On observe depuis quelques années une amorce de diversification dans notre région, notamment dans le domaine de la haute technologie et cela est encourageant. Il faut de toute nécessité chercher à accélérer ce mouvement.

Mais, il y a plus. Pour arriver à atteindre un meilleur équilibre économique dans une perspective de changements politiques et constitutionnels, il importe que le gouvernement du Québec priorise le renforcement de nos institutions régionales dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la culture. En effet, à bien des égards, nos infrastructures de santé, d'éducation et de culture sont nettement déficientes par rapport à la région d'Ottawa-Carleton et cette situation favorise les fuites vers l'extérieur de notre région. Actuellement, ces fuites atteignent 25% dans le domaine hospitalier, 30% au niveau de l'éducation collégiale, 50% dans le secteur de l'enseignement universitaire et à 30% dans les secteurs culturel et récréatif. Et je vous fais grâce des déficiences bien connues de notre réseau routier qui défavorisent nettement

le développement industriel et commercial de la région et qui handicapent considérablement son potentiel touristique.

Si l'on reconnaît spontanément la dépendance de l'Outaouais à l'égard de l'employeur fédéral, on ne saisit pas toujours très bien l'ampleur de l'interdépendance de notre région relativement à la région d'Ottawa-Carleton. En effet, 24 000 résidents du Québec travaillent dans des entreprises situées en territoire ontarien et les mouvements des biens, des services et des capitaux occupent une place importante dans l'économie outaouaise. À vrai dire, ces mouvements conditionnent très largement la vigueur de notre économie. Toutefois, malgré une intégration ou libre circulation relativement importante, il existe néanmoins un certain nombre d'entraves qui nuisent au développement optimal de la région et qu'il faudrait éliminer.

S'il est vrai que nous devons chercher à minimiser le niveau de nos fuites commerciales à la faveur de l'Ontario, il en va des meilleurs intérêts de l'Outaouais d'en arriver à une plus grande harmonisation des lois et des règlements entre le Québec et l'Ontario, notamment en ce qui concerne leur application dans l'Outaouais et l'Est ontarien.

**Nous invitons donc le gouvernement du Québec à mettre en place, de concert avec le gouvernement de l'Ontario, un mécanisme permanent favorisant une telle harmonisation et, aussi, à tenir compte du contexte frontalier de l'Outaouais dans toute législation qui peut avoir un impact sur notre économie.**

Je profite de l'occasion pour souligner l'effet néfaste, voire discriminatoire, que l'imposition de la taxe de vente sur les services au Québec (TVQ) est susceptible d'avoir sur notre économie régionale. Devant le refus de l'Ontario d'imposer une taxe semblable sur son territoire, l'adoption de cette mesure viendra, sinon contrecarrer, tout au moins nuire sérieusement aux efforts de diversification et de relance de notre économie. Nous avons là un très bel exemple d'un manque flagrant d'harmonisation.

Comme je l'ai mentionné précédemment, monsieur le président, les discussions entourant d'éventuels changements politiques et constitutionnels revêtent en Outaouais une dimension bien particulière. En effet, notre région est prisonnière de son passé et de son contexte frontalier. Si cette proximité rassurante de la fonction publique fédérale a apporté à nos citoyens une prospérité et un niveau d'emploi enviables eu égard à d'autres régions du Québec, il nous faut aussi admettre qu'il subsiste toujours chez nous des disparités économiques très importantes, notamment en ce qui a trait au niveau des revenus d'emploi dans les régions rurales et à la rémunération des femmes. Il nous faut aussi se rendre compte que cette proximité rassurante du gouvernement fédéral n'a pas eu que des effets bénéfiques. Cette présence fédérale a contribué à mettre en veilleuse le développement des autres secteurs de notre économie et elle a très souvent servi de prétexte aux instances politiques et administratives à Québec pour exclure l'Outaouais de certaines mesures de développement régional.

Si, en contrepartie, la Société d'aménagement de l'Outaouais a favorisé la mise en place dans notre région d'infrastructures industrielles et touristiques importantes, le bilan des autres sociétés



d'État du Québec reste peu enviable. En effet, à quelques exceptions près, celles-ci n'ont pas investi dans notre région et elles ont grossièrement négligé de tout temps son potentiel économique, telles la SGF, la société Rexfor et la Caisse de dépôt.

Cette situation nous amène à dire, monsieur le président, qu'avant de songer au virage de notre économie, il est impérieux que les instances politiques et administrative à Québec développent une perception plus rigoureuse et plus exacte de notre réalité et de nos besoins.

Les gens de l'Outaouais sont profondément attachés aux valeurs et à la culture québécoises et l'avenir politique et constitutionnel suscitent chez eux au moins autant d'interrogations et de préoccupations qu'ailleurs au Québec. Si pour la vaste majorité des Québécois, l'adoption des options souverainistes ou de décentralisation très poussée des pouvoirs fédéraux demeure avant tout une question politique fondée sur le caractère légitime des aspirations des Québécois, pour nous gens de l'Outaouais, viennent s'ajouter d'autres motifs d'ordre pratique touchant la sécurité et la qualité des emplois et autres considérations liées à l'avenir économique de notre région.

La population de l'Outaouais est sans contredit la région la plus sensible aux changements politiques et constitutionnels et celle qui devra vivre le plus intensément les répercussions qui pourront en découler. Bien sûr que le changement ne nous effraie pas. Bien sûr que nous n'en sommes pas à notre premier défi et que nous avons nous aussi le courage de nos convictions, sauf que ce pari collectif comporte des risques que nous n'avons pas les moyens d'assumer seuls.

Pour relever ce défi avec confiance et avec sérénité, nous devons compter sur l'appui indéfectible du gouvernement du Québec et, dans une certaine mesure, des autres régions du Québec. Les défis que ces scénarios imposent sont de taille et, dans les circonstances, nous ne pouvons pas nous satisfaire de vagues promesses, aussi rassurantes soient-elles. Ce qu'il nous faut c'est un engagement ferme et formel du gouvernement du Québec de tout mettre en oeuvre, dans les meilleurs délais, pour provoquer en Outaouais québécois une véritable relance de son économie.

Mais nous savons tous que les effets positifs de cette diversification économique tant souhaitée prendront plusieurs années à se faire sentir.

C'est pour cette raison que nous insistons autant pour que le gouvernement du Québec nous rassure quant à sa volonté de maintenir en Outaouais un niveau d'emplois dans la fonction publique comparable à la situation qui prévaut actuellement.

Notre présence ici témoigne bien de notre intention de tout mettre en oeuvre pour relever le défi, quel qu'il soit, et pour trouver ensemble une solution québécoise à nos préoccupations. Qu'on nous fournisse l'aide et les outils qu'il nous faut et, collectivement, nous assumerons notre destinée.



## **Annexe**

### ***Synthèse du Rapport sur l'avenir économique de l'Outaouais dans une perspective de changements au statut politique et constitutionnel du Québec***

1. Le mandat
2. La démarche
3. Les constats
4. Les impacts économiques des divers scénarios
5. Les grandes orientations
6. Quelques données sur l'Outaouais

#### ***1. Le mandat***

En raison de sa situation géographique et de sa dépendance vis-à-vis de l'administration publique fédérale, tous conviennent que l'Outaouais se trouve en situation de vulnérabilité advenant des changements au statut politique et constitutionnel du Québec. Les membres de la Commission Bélanger-Campeau ont reconnu le caractère distinct de notre région et ils ont annexé ce passage à leur rapport :

*Il convient de souligner que des changements éventuels au statut politique et constitutionnel du Québec pourraient avoir des conséquences particulières pour la région de l'Outaouais québécois. En effet, si un nombre substantiel de secteurs ou de services de compétence fédérale devenaient du ressort du Québec, l'emploi et l'activité économique de cette région pourraient être sérieusement affectés. Il en irait de même, mais sans doute de façon encore plus marquée, si le Québec accédait à la souveraineté. La mise en place de façon urgente de programmes spécifiques destinés à maintenir l'emploi et l'activité économique dans cette région s'imposerait quelle que soit l'avenue retenue par le Québec.*

Selon les termes du décret gouvernemental adopté, le 17 juillet 1991, le mandat du Comité Outaouais se définit comme suit :

- a) d'étudier les effets économiques de la récupération par le Québec de certains pouvoirs actuellement exercés par le gouvernement fédéral;*
- b) d'analyser toutes les questions pertinentes aux préoccupations exprimées dans le rapport Bélanger-Campeau relativement aux conséquences possibles pour la région de l'Outaouais de tous changements au statut politique et constitutionnel du Québec;*
- c) d'élaborer, dans ce cadre, un plan de diversification économique visant au maintien de l'emploi et de suggérer, le cas échéant, des programmes spécifiques pour atteindre cet objectif.*

## 2. La démarche

À la lumière de ce mandat, le Comité Outaouais a convenu d'inviter la population et les principaux intervenants du milieu à lui faire part de leurs préoccupations et de leurs suggestions quant à l'avenir économique de la région.

Le Comité Outaouais a reçu 27 mémoires de la part d'organismes et de personnes représentant toutes les sphères de l'activité économique de la région; subséquemment, les auteurs de ces mémoires sont venus expliciter leurs points de vue lors de rencontres avec les membres du Comité. La qualité de ces échanges a permis aux membres du Comité Outaouais de mieux saisir l'ampleur des enjeux en cause et de définir avec plus d'acuité les moyens à prendre pour atténuer les effets d'éventuels changements.

L'un des points forts de la démarche de consultation proposée par le Comité Outaouais a été sans contredit la tenue du Forum sur l'avenir économique de l'Outaouais qui a eu lieu fin novembre à Hull et auquel ont participé plus de 400 personnes. La séance plénière qui a suivi à la Polyvalente Nicholas-Gatineau a aussi donné l'occasion à la population de l'Outaouais de s'exprimer librement et de réfléchir collectivement sur les conséquences économiques pour la région de tout changement au statut politique et constitutionnel du Québec.

Les consensus qui se sont dégagés de ces débats ont servi largement de points d'appui aux recommandations que renferme le présent rapport.

Le Rapport sur l'avenir économique de l'Outaouais est, avant tout, un document d'analyse et d'orientation qui donne suite aux alinéas (a) et (b) de son mandat. Le Comité Outaouais soumettra d'ici le 15 mars, conformément à l'article (c) de son mandat, un Plan de diversification économique visant au maintien de l'emploi et il suggérera, le cas échéant, des programmes spécifiques pour atteindre cet objectif.

En résumé, le contenu du rapport du Comité Outaouais repose essentiellement sur quatre sources :

1. les mémoires qui ont été soumis au Comité Outaouais;
2. les interventions des participants au Forum et à la Plénière;
3. les données qui nous ont été fournies par la firme Secor et par d'autres sources;
4. les délibérations du Comité Outaouais.

### 3. Les constats

Il ressort de l'analyse menée par le Comité Outaouais un certain nombre de constats, dont voici les plus importants :

. en raison de son contexte frontalier et de l'importance que revêt la fonction publique, **l'Outaouais se trouve en situation de grande vulnérabilité** dans une perspective de changements politiques et constitutionnels;

. au cours des dernières années, l'Outaouais n'a pas reçu, des instances politiques et **administratives de Québec**, toute l'attention à laquelle elle était en droit de s'attendre, la région étant trop souvent perçue comme suffisamment comblée par le gouvernement fédéral;

. malgré l'apparente prospérité de la région, **il existe en Outaouais des disparités économiques très importantes**, notamment en ce qui a trait au niveau des revenus d'emploi dans les régions rurales et à la rémunération des femmes;

. l'état de sous-développement des infrastructures dans l'Outaouais nuit **considérablement à son épanouissement économique** et ne fait qu'accroître l'état de dépendance de la région eu égard aux institutions ontariennes, en particulier dans les domaines de la santé et de l'enseignement;

. il existe entre l'Outaouais et la région d'Ottawa-Carleton de nombreuses entraves à **la libre circulation** des personnes, des biens, des services et des capitaux et, selon le Comité Outaouais, il est impérieux de renforcer les liens avec l'Est ontarien;

. la présence fédérale influence largement le développement de l'Outaouais et environ 50% de l'économie de la région est tributaire de celle-ci;

. la vocation industrielle de l'Outaouais a été mise en veilleuse depuis le début des **années 70** et un effort de rattrapage s'impose si l'on veut doter l'Outaouais d'une structure économique aussi équilibrée que celle de la région d'Ottawa-Carleton;

. enfin, à quelques exceptions près, les **grandes sociétés d'État du Québec** n'ont pas investi dans la région et elles ont négligé son potentiel économique.

#### ***4. Les impacts économiques des changements politiques et constitutionnels***

Le Comité Outaouais s'est penché sur les divers scénarios de décentralisation et sur celui d'une éventuelle souveraineté et, chiffres à l'appui, il en arrive aux conclusions suivantes :

. Ainsi, une **décentralisation restreinte** des pouvoirs actuellement détenus par le gouvernement fédéral pourrait entraîner la perte d'environ 1 000 emplois, répartie sur une période de trois ans.

. Une **décentralisation accentuée** risquerait de faire perdre à la région environ 1 800 emplois et de provoquer une légère chute du taux de croissance de la main-d'oeuvre.

. Dans une perspective d'une **décentralisation très accentuée** des pouvoirs fédéraux dévolus de façon symétrique à 50 % à toutes les provinces, -- c'est-à-dire les pouvoirs identifiés dans le Rapport Allaire juxtaposés aux propositions du Groupe des 22 -- l'impact sur l'économie de l'Outaouais serait plus important et risquerait d'entraîner la perte d'environ 6 000 emplois et une augmentation de 5 points du taux de chômage.

. Si aucun geste n'était posé par le gouvernement, **l'accession du Québec à la souveraineté** pourrait remettre en question 13 000 emplois directs. Dans ce contexte, l'Outaouais devra obtenir la relocalisation de près de 20 000 emplois, soit 31 % des emplois de type «siège social» d'un Québec souverain. Il s'agit du type d'emploi que l'on retrouve dans la région de la capitale nationale. Celui-ci représente 20 % de l'emploi total dans la fonction publique fédérale. Pour le reste, soit environ 80% des fonctionnaires, ils sont affectés à des tâches liées aux services à la clientèle, donc à des emplois déjà décentralisés dans les régions du Québec.

. Le rapport du Comité Outaouais souligne que la taille de la fonction publique, tant au fédéral qu'au provincial, n'augmentera vraisemblablement pas au cours des prochaines années et que ce phénomène, à lui seul, devrait avoir des répercussions négatives sur l'économie de la région. De plus, dans le contexte de **la souveraineté**, le gouvernement voudra sûrement rapatrier à Québec les fonctions liées au contrôle administratif, politique et stratégique, à la planification ainsi que les autres fonctions à caractère national ou symbolique.

. Si dans le cadre de **la souveraineté** le plein emploi est réalisable, cela suppose de la part du gouvernement du Québec des efforts financiers importants et une volonté très nette des autres régions du Québec de maintenir la vocation administrative de l'Outaouais.

#### ***5. Les grandes orientations de l'avenir économique de l'Outaouais***

Le comité Outaouais juge qu'il est impératif d'assurer la stabilité de l'économie outaouaise et d'enclencher dans les meilleurs délais un processus de diversification qui viserait à assurer le

plein épanouissement de la région peu importe la nature et l'ampleur des changements à venir. Pour y arriver, le Comité formule quatre propositions d'ordre général :

• **Premièrement**, le Comité Outaouais invite le gouvernement du Québec à maintenir la vocation administrative de l'Outaouais.

• **Deuxièmement**, le Comité Outaouais invite le gouvernement du Québec à doter l'Outaouais de structures et de moyens qui lui permettront d'assurer la diversification de son économie en privilégiant les quatre secteurs moteurs suivants:

- le secteur de la forêt et autres ressources;
- le secteur de la haute technologie;
- le secteur du tourisme;
- le secteur du commerce et des services.

• **Troisièmement**, le Comité Outaouais invite le gouvernement du Québec à prioriser le renforcement des institutions régionales dans les domaines suivants :

- la santé
- l'éducation
- la culture

• **Quatrièmement**, le Comité Outaouais invite le gouvernement du Québec à tenir compte du contexte frontalier de l'Outaouais québécois dans toute législation qui peut avoir un impact sur son économie et à mettre en place, de concert avec l'Ontario, un mécanisme permanent visant à harmoniser les lois et les règlements, notamment en ce qui concerne leur application dans l'Outaouais et l'Est ontarien.

## **6. Quelques données sur l'Outaouais**

• Environ 25 % de la main-d'oeuvre outaouaise occupe un emploi dans la fonction publique, comparativement à 13 % dans la région de Québec et 7 % à Montréal.

• Près de 50 % de l'économie de la région repose sur la fonction publique fédérale.

• Des 25 000 résidents de l'Outaouais que compte la fonction publique fédérale, près de 17 500 travaillent en Ontario.

• Plus de 24 000 résidents de l'Outaouais occupent un emploi dans des entreprises privées d'Ottawa-Carleton, comparativement à 3 500 en sens inverse.

• Quelque 22 000 fonctionnaires fédéraux travaillent en Outaouais, dont 15 000 sont des résidents de l'Ontario.

. Le gouvernement fédéral est propriétaire d'environ 30 % du territoire de la ville de Hull et de 15 % du territoire de la CUO et de la MRC des Collines.

. Le gouvernement fédéral versera, en 1992, près de 18 millions de dollars en lieu de taxes à la ville de Hull.

. La région urbaine de l'Outaouais est la troisième plus importante agglomération urbaine du Québec, après les villes de Montréal et de Québec.

. Les anglophones représentent 16,5 % de la population de l'Outaouais.

. Le taux combiné des sans-emploi et des bénéficiaires d'aide sociale atteint 45 % pour la MRC Vallée-de-la-Gatineau, 35 % pour la MRC de Papineau et 38 % pour la MRC Pontiac, comparativement à 22 % pour la région urbaine.

. L'administration publique emploie 23 % des femmes sur le marché du travail.

. Le niveau de fuite, en faveur de la région d'Ottawa-Carleton, se situe à environ 25 % dans le secteur hospitalier, 30 % dans l'éducation, 50 % dans l'enseignement universitaire et à plus de 35 % dans les secteurs culturel et récréatif.